

L'Europe de Jean Monnet est morte!
Vive l'Europe fédérale!
Nicolas Dubois
*Chargé de cours, IEAP**

* Les opinions exprimées dans cet article reflètent la vue personnelle de l'auteur et n'engagent aucunement l'IEAP.

Au printemps de cette année, nous avons suivi avec beaucoup d'intérêt le référendum danois sur la ratification du Traité de Maastricht. Le 20 septembre, nous suivions avec passion le vote de 38 millions de Français sur la ratification de ce Traité.

Force est de constater que leurs résultats opposés posent des problèmes que nous ne pouvons pas ignorer.

Si le hasard fit que les résultats sortis des urnes furent opposés, mais sur le fil du rasoir, nous constatons que le message est clair. Les citoyens d'Europe mettent en question le mode de fonctionnement et le bien-fondé de l'intégration européenne. 1992, date butoir, année mythique, ne s'achève donc pas dans l'euphorie prévue.

Que de chemin parcouru pourtant depuis 1985 et le Livre blanc sur l'achèvement du Marché intérieur... A l'IEAP, nous avons contribué à la rédaction du Rapport Cecchini sur le coût de la non-Europe, nous avons, depuis 1981, axé une partie non négligeable de nos efforts à former des fonctionnaires des douze Etats membres sur cette Europe en construction... Nous avons, avec consistance, essayé de présenter une vision critique de cette Europe. Nous avons aussi expliqué à nos voisins de l'Europe centrale ce qu'est cette Communauté en laquelle ils fondent tant d'espoirs.

Avec le recul de ces deux référendums, nous nous rendons compte que la mission de notre Institut est une des plus difficiles qui soit: expliquer, faire comprendre, élargir les perspectives de ceux qui nous font confiance.

Cette mission, nous avons essayé de la remplir avec rigueur et de façon critique. Notre position de formateur nous a aussi, et surtout, mis en position privilégiée d'observateur et d'interface. Observateur des réalités et des accomplissements communautaires, mais aussi des craintes, des critiques venues des Etats membres; interface entre les formés et les fonctionnaires des Institutions communautaires.

Aujourd'hui, il n'est pas sûr que le Traité de Maastricht soit ratifié par tous les Etats membres de la Communauté. Le non danois est un problème que nous ne pouvons pas ignorer. Et, depuis le 21 septembre, des voix s'élèvent en Europe pour pousser les parlementaires à rejeter ce Traité.

Chacun des éléments du Traité a fait l'objet d'une littérature importante, nous ne reviendrons donc pas sur son contenu. Nous nous pencherons par contre sur la dynamique inscrite dans ce Traité.

L'Europe de la CECA avait des objectifs initiaux politiques basés sur des outils techniques: contrôler le réarmement mutuel de l'Allemagne et de la France en mettant en commun le charbon et l'acier. De cette victoire politique découlent des avancées et des progrès économiques. En 1957, les Etats membres élargissent le champ de cette intégration à d'autres secteurs. En 1985, la Commission lance un ambitieux projet de marché intérieur. Nous ne devons pas oublier la signification évidente du terme CEE: Communauté *Economique* Européenne. Cette Europe des petits pas, c'est l'Europe fonctionnelle où l'efficacité l'emporte

sur le panache. Elle était indispensable à la reconstruction du continent de l'après-guerre. Cette Europe est celle de l'intégration des économies. Elle est aussi à l'image de ses symboles: froide, austère, efficace comme le Berlaymont.

La crise d'identité européenne que nous observons va très au-delà du pour ou du contre les *instruments* que sont l'Union Economique et Monétaire, l'Union Politique, etc. Elle trouve ses racines dans le décalage grandissant entre les citoyens d'une part, et les Eurocrates communautaires *et* nationaux d'autre part. L'Europe du marché intérieur est triste comme une directive d'harmonisation, austère comme un marathon agricole, fade comme une réunion de comité technique. Cette Europe au langage "jargonesque" effraie en ce qu'elle est devenue distante... à force de ne pouvoir traiter et résoudre que de problèmes triviaux et quotidiens. Pourquoi devons-nous encore dépenser aujourd'hui tant d'énergie à mettre en place les quatre libertés fondamentales de 1957?

Cette crise est donc bonne en ce sens qu'elle nous met au pied de la question essentielle: de quelle Europe voulons-nous? Ces deux référendums, aux résultats si proches et pourtant si éloignés, nous le confirment: la Communauté manque essentiellement de dimension humaine. Elle renforce nos économies, enrichit les citoyens, mais manque du souffle démocratique essentiel.

L'édifice communautaire est, par essence, fonctionnel. C'est l'Europe de Jean Monnet, née de la guerre froide et qui a perdu le contact avec les autres architectes de la construction européenne: Briand, Coudenhove Kalergi, Spinelli, Rougemont, de Gasperi...

Il nous faut donc tirer les leçons de ces deux référendums. D'une part, les tensions générées sur les marchés financiers, la dévaluation de la Lire et de la Livre, puis la sortie de ces deux monnaies du SME, le rétablissement du contrôle des changes en Espagne, les interventions massives des Banques centrales pour maintenir les parités de change sont, pour les observateurs, la confirmation du besoin d'aller de l'avant dans le domaine de l'intégration monétaire, à défaut de quoi l'Europe deviendrait une zone Mark.

D'autre part, les demandes de réduction des pouvoirs de "Bruxelles", intéressantes en soi, si elles n'étaient assorties d'une augmentation des pouvoirs du Conseil, nous ramèneraient à une Communauté intergouvernementale, c'est-à-dire qu'il en serait fini du précaire équilibre entre petits et grands pays. Cela aboutirait inexorablement au repli sur soi et au retour à l'Europe des nations, c'est-à-dire à d'autres types d'équilibres, ceux de Bismarck ou de Yalta. Ou alors cela signifie que le travail réglementaire de la Commission, qui trouve son origine dans le manque de confiance réciproque entre les Etats membres, va devenir inutile car les Gouvernements reconnaîtront mutuellement leurs normes nationales, rendant par là même, les interventions de "Bruxelles" inutiles.

C'en est donc, dans les deux cas, fini de l'Europe de Jean Monnet. Danois et Français ont exprimé leur lassitude de ce modèle. Reste à inventer un autre projet qui ne bascule pas à nouveau dans l'Europe des nations. Ce nouvel élan nécessaire ne pourra venir que de ceux qui se souviennent des autres penseurs de l'Europe. Paradoxalement, ce sont les Européens du XIX^{ème} siècle qui tracent la route du XXI^{ème} siècle.

Modestement, l'IEAP continuera sa mission en favorisant, entre les administrations, un débat ouvert et critique, en promouvant une meilleure connaissance mutuelle. Cette contribution passe aussi et surtout par le renforcement des réseaux entre les administrations qui sont la colonne vertébrale de notre Europe.